

Arrondissement : Pontoise

Type de réunion

Réunion de Lycée général et technologique public.

Sujet 06 - Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Constat :

Les voies techniques et technologiques sont dévalorisées alors que ceux qui ont un vrai savoir-faire, une vraie compétence sont recherchés.

Un gros problème toutefois, à savoir, les métiers manuels sont moins bien reconnus dans la société.

Les filières générales, dites élitistes ne débouchent souvent sur rien et pourtant la priorité est donnée à la voie générale

L'objectif 80% au BAC, pourquoi pas, mais pourquoi ne pas encourager aussi les élèves à choisir un métier manuel

Certains parents n'ont pas assez d'informations ou sont sociologiquement bloqués par l'idée de métiers manuels.

Il y aurait plus d'élèves qui choisiraient la voie professionnelle si l'image était plus positive, ce qui éviterait de laisser les jeunes mijoter dans des filières générales qui ne leur correspondent pas.

En fin de 3^{ème} la voie professionnelle est proposée aux seuls élèves qui ont des difficultés. Peu nombreux sont ceux qui choisissent. C'est un choix par défaut.

L'apprentissage ne doit pas être une voie de garage.

En plus, il n'y a pas assez de places dans les BEP et le système PAM (Affectation automatique des élèves en 3^{ème}) oblige à choisir un établissement et donc pas le choix du métier.

Les lycées professionnels et techniques coûtent bien plus chers (que le tertiaire) et donc par conséquence, il y a moins de places. C'est un choix politique.

Attention à la fausse information quant au niveau nécessaire pour pouvoir évoluer par la suite dans un emploi.

La famille ne peut pas toujours assumer le travail à la maison.

L'éducation repose sur l'investissement de la famille.

Actuellement, pas de moyens pointus, mobilisables pour les élèves en grandes difficultés avant d'avoir à tomber dans de très grosses difficultés.

Importance du milieu social dans les acquis.

Les stages dans les entreprises ne sont pas suffisamment nombreux. Les tâches confiées ne sont pas toujours valorisantes ni l'environnement satisfaisant et les élèves pas toujours motivées. Ce sont pourtant des moments clés de découvertes sur soi-même et sur le monde de l'entreprise.

Propositions :

Revalorisons et donnons plus d'information sur la voie technique ainsi que sur les métiers manuels et sur leur évolution (en termes de niveau de connaissance attendu)

Utilisons davantage la voie de l'apprentissage

Créer des stages diplômant / validant qui obligerait l'entreprise et l'élève à prendre le stage plus au sérieux.

Mettre en place des moyens pour combler systématiquement les lacunes.

Les possibilités d'arriver au bac doivent être repensées :

- En créant des étapes intermédiaires avant le bac y compris dans les filières générales. Ces étapes pourraient être l'obtention d'un CAP par exemple
- En créant des Unités de Valeur, en tant que relais avant le bac qui pourraient permettre d'acquérir un diplôme qualifiant intermédiaire.
- Pour donner plus de temps aux élèves qui en manquent, on pourrait concevoir un itinéraire de 3 ou 4 ans pour atteindre le bac, sans redoublement, mais avec des itinéraires différents :

stages en entreprises, stages en français, en math...La norme serait de 4 ans mais certains pourraient aller plus vite (S'est-on interrogé sur le coût d'un redoublement et d'une sortie sans qualification ?)

Conséquences :

Ce serait bien sûr un bouleversement de la relation aux programmes pour les professeurs et les élèves.

L'élève aurait plus d'autonomie vis-à-vis du professeur.

On sortirait du cycle infernal, qui consiste à faire travailler davantage les élèves – par l'intermédiaire du soutien - alors qu'ils ont déjà des difficultés à suivre le rythme imposé.

Attention à ne pas perdre la relation privilégiée qui existe dans une classe.

Comment la retrouver dans une autre organisation ?

Un autre objectif est que les élèves ne subissent pas l'enseignement d'où l'idée d'amener les élèves vers l'acquisition des connaissances pour eux, pour un projet personnel d'avenir plus que pour un diplôme.

A propos de la pédagogie :

L'école privilégie le savoir encyclopédique. La priorité est donnée aux savoirs sur le savoir-faire alors qu'il s'agit d'aller du savoir-faire aux savoirs.

On demande aux professeurs beaucoup de connaissance et pas assez de pédagogie (UIFM).

Apprendre (dans les 2 sens du terme) est un effort de tous, élèves et professeurs.

Même pour une belle présentation, il faut en passer par le travail. Le plaisir, c'est celui du partage.

Pourquoi pas de formation continue pour les professeurs ?

«En tant qu'enseignant, si je n'ai rien appris de mes élèves dans ce cours, c'est que ce cours n'était pas bon».

Sujet 09 - Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

Rappel de quelques définitions nécessaires au débat :

Evaluation formative : est une évaluation des acquis, elle se déroule pendant l'action de formation, elle remplit une fonction de repérage de l'apprentissage pour le formateur comme pour l'apprenant, car elle éclaire sur les progrès et les lacunes de l'apprenant, elle facilite ainsi les corrections, les aménagements de la progression pédagogique

Evaluation sommative : Teste les acquis de l'apprenant en fin de formation par rapport à des objectifs de formation définis préalablement. Elle ne tient pas compte de l'itinéraire / apprentissage

Evaluation critériée : L'enseignant annonce à l'avance les critères qu'il utilisera pour la correction

Constat pour démarrer la discussion :

La dispersion des notes à la correction est un véritable problème. Il y a autant de façons de noter que d'enseignants actuellement. « Tout au long de ma scolarité, je ne me suis jamais interrogé sur le rôle de l'évaluation ». On ne peut motiver un élève par la peur de l'échec, de la sanction. 'épreuve de mathématiques du bac S 2003 ?

Qu'est-ce que l'on évalue ?

En évaluation sommative, uniquement le résultat du travail fourni par l'élève.

En évaluation formative, le travail et l'effort fourni par l'élève ainsi que sa progression.

Elle permet de mettre en évidence les erreurs et de les rectifier. Le prof utilise aussi cette évaluation qui lui sert à réguler ses pratiques.

Les problèmes qui se posent :

Les professeurs sont trop pris par leurs programmes.

On est dans une logique de bachotage et non d'intelligence.

On oublie que l'apprentissage est un itinéraire.

On aimerait bien se passer d'une note, mais on a pas le choix.

On ne devrait pas « compter » l'évaluation formative ou bien utiliser d'autres codes (des lettres par exemple).

Attention, Il y a trop d'assimilation entre les notes et les jugements sur la personne.

A propos de la rapidité, ne pourrait-on pas dissocier la compréhension de la rapidité, à savoir, laisser plus de temps si l'élève en a besoin, car il a peut-être compris, mais le temps imparti lui est insuffisant ? En contradiction : La rapidité est aussi un objectif.

Suggestions :

Ne pas donner de notes sans commentaires

Privilégier l'évaluation formative qui génère interrogation et progrès

Expliquer aux parents et aux élèves le rôle de l'évaluation

Dire que l'évaluation à un rôle pédagogique

Donner des critères avant l'épreuve afin de guider l'élève sur ce qui sera pris en compte dans la correction.

Sujet 19 - Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

Introduction au débat :

La loi de décentralisation de 1985, en donnant une responsabilité juridique aux établissements scolaires, des moyens et un budget prévisionnel avec la DGF (Dotation Générale Financière) et la création des EPLE (Etablissement Public Local d'Enseignement) s'est-elle arrêtée au milieu du gué ?

Constat :

Quand on impose les objectifs, les résultats, les méthodes et les moyens pour les atteindre, ça ne peut pas marcher. Ce n'est pas de l'autonomie !

Si l'idée c'était que les moyens vont dépendre d'une logique commerciale...alors là, c'est dangereux.

On a plus de marge de manœuvre que l'on ne pense. Mais on refuse de l'utiliser.

Financièrement, en-dessous d'une certaine taille d'établissement, il n'y a pas de marge de manœuvre.

On ne sait pas utiliser notre autonomie sans doute par réflexe identitaire de profs.

Un CA peut très bien fonctionner mais ça va dépendre du chef d'établissement.

Toute l'ambiguïté vient de là. Un président de CA devrait être – comme le prévoyait la loi de décentralisation de 1983 – une autre personne que le chef d'établissement.

Il faudrait une structure démocratique plus active qui implique les participants, les engage.

Comment un tel système éducatif qui ne devrait pas pouvoir fonctionner...fonctionne quand même !

En fait c'est grâce à l'investissement des acteurs eux-mêmes que ça marche.

Le recrutement des professeurs :

Pour gérer l'autonomie il faudrait que l'établissement puisse recruter en partie sur profil.

Les profs mutent en fonction de critères géographiques de proximité et non pour des raisons vraiment pédagogiques.

Si on accepte des mutations pour s'intégrer à des équipes autour d'un projet...on va remettre en cause l'égalité des établissements !

On pourrait à l'inverse introduire des animateurs en communication pour sonder les personnels. Ce serait des médiateurs hors hiérarchie.

La politique dite de discrimination positive est très insuffisante Nos supérieurs hiérarchiques du rectorat nous ne les connaissons pas et ils ne nous connaissent pas ! Il y a nécessité d'un dialogue et de mettre fin aux mutations à l'aveugle.

Le recrutement des profs est strictement intellectuel, sans rapport avec le métier réel qu'ils doivent exercer.

L'Etat et la Région :

Double défaillance de l'État :

1) il ne garantit plus l'unité du service public,

2) la décentralisation induit une ghettoïsation de plus en plus marquée. C'est un bel effet pervers !

Il y a un échec certain de la décentralisation : les décisions de constructions de collèges ou de Lycées sont très politiques, mais les régions n'ont aucune politique éducative.

Dans les établissements les équipes se sentent déresponsabilisées.

S'il devait y avoir plus d'autonomie, alors il y aurait plus d'investissement des personnels et plus de présence. Il faudrait concevoir autrement les établissements : avec des bureaux, des moyens spécifiques etc.

La décentralisation est bancal. La Région construit la maison que d'autres habiteront.

Il vaudrait mieux que la Région gère les locaux, les moyens – comme maintenant – et les personnels.

Cette autonomie, elle se pense par rapport à quoi ? A quels pouvoirs ? L'administration ?

les parents ? la Région ? Il ne faut pas perdre de vue les objectifs profonds : redéfinir le rôle des différents pouvoirs. L'État devrait attribuer des moyens pour ce qui est déclaré décisif, pour des missions définies comme prioritaires.

Par exemple les ATOSS vont être décentralisés, mais personne ne sait pourquoi. Que vont-ils faire ? Quelles missions ?

A propos de l'évaluation :

Etre autonome c'est rendre des comptes et être évalué. Le problème est : à qui rendre des comptes ?

Actuellement les établissements sont-ils évalués et de quelle manière ?

Pour l'instant l'évaluation est au niveau des acteurs, individuellement. S'il y a plus d'autonomie, ce sont les équipes qui seront évaluées sur la base d'objectifs communs préalablement définis.

«Je ne crois pas à l'évaluation des inspecteurs. En ce qui me concerne je demande tous les ans aux élèves de répondre à un questionnaire : ils m'évaluent sur la base de critères par rapport à la discipline enseignée, par rapport aux attentes et par rapport à eux-mêmes».

L'établissement, ce sont ses acteurs. En partie l'évaluation de l'établissement c'est la somme de celle de ses acteurs. Les profs qui travaillent en équipe donnent plus.

Le droit à l'expérimentation :

Il faudrait d'abord donner des gages avant de parler plus précisément d'évaluation.

Par exemple reconnaître le droit à l'expérimentation. L'évaluation actuelle n'est pas vraiment gênante, mais elle évalue plus une performance que la pratique du métier : préparations, travail en équipe etc. L'inspecteur ne peut pas évaluer cette dimension. On pourrait proposer une revendication : évaluation des équipes après diagnostic et objectifs définis. Il faudrait déterminer les critères d'évaluation. Actuellement on évalue un instant, pas le travail d'une équipe.

La méthodologie du débat aurait dû être différente : un sujet débattu, puis une synthèse retournée aux participants et retravaillée pour obtenir quelque chose de plus construit.

On reste un peu sur sa faim, mais on s'est fait plaisir !

Trois priorités pour l'école

1. Créer des stages diplômant / validant qui permettraient d'obtenir une / des qualification(s) intermédiaires comme autant d'étapes dans un parcours général, ce qui permettrait aux élèves des points d'appui concrets à leur formation académique.
2. Introduire plus de souplesse dans l'itinéraire pour atteindre le bac, - 3 ou 4 ans – avec création d'unités de valeurs, afin de tenir compte de la diversité des élèves, notamment leur rapidité à acquérir des connaissances dans les différentes matières, ce qui aurait pour effet de ne pas les décourager (les redoublements seraient exclus)
3. Aller vers une vraie décentralisation démocratique, avec un Conseil d'Administration présidée par une personnalité extérieure et avec une évaluation collective de l'équipe à partir d'objectifs fixés par le CA dans le respect des valeurs et des grands objectifs fixés au niveau national.